

Entretien avec l'Amiral Debray.

Article rédigé par *Amiral Debray*, le 11 juillet 2016

[Source : Actualités Internationales]

Le Brexit, s'il est respecté, pourrait aussi bouleverser l'UE en termes militaires, explique l'amiral Debray à RT France, confiant sa vision de la sécurité en Europe, l'hégémonie américaine et l'impératif, pour un pays, d'être maître de sa défense.

Michel Debray a commandé les porte-avions Foch et Clemenceau. Il a présidé la Fondation Charles-de-Gaulle de 1998 à 1999. En 1997, il a participé à la fondation de l'Alliance pour la souveraineté de la France. Il a ensuite été membre du haut conseil du Forum pour la France de Pierre Marie Gallois. Pour lui, le Brexit aura bien évidemment des conséquences militaires, même si le Royaume-Uni est dans l'OTAN et que tous les tenants de l'UE font semblant de ne pas savoir que leur défense dépend de cette dernière.

Face au Brexit, selon lui, *« il faudra revoir la façon dont les membres de l'Union européenne considèrent leur Défense »*. Si l'on en croit sa vision, une telle remise en question est plus que nécessaire.

Le choix britannique sera-t-il respecté ?

Néanmoins, établissant un parallèle entre le référendum sur le Brexit et celui sur la constitution européenne de 2005 lors duquel la France et les Pays-Bas avaient voté contre mais avaient été ignorés par l'Union européenne, l'amiral se veut réaliste :

« Le choix des Français et des Néerlandais a été complètement contourné par la suite et aujourd'hui, il n'en reste absolument rien. Le traité de Lisbonne a obligé la France à admettre tout ce que le peuple français avait refusé.

On peut alors imaginer que le vote [du jeudi 23 juin] n'aura pas de grandes conséquences. Je souhaite que les Britanniques ne soient pas floués par leurs dirigeants, comme les Français l'ont été par les leurs ».

L'ombre américaine

Dans une vision très gaullienne, l'amiral lie intimement la question de la relation du Royaume-Uni à l'UE à celle de son appartenance à l'OTAN :

« Depuis les origines de la construction européenne, les États-Unis ont tout fait pour faire [de l'Europe] un fournisseur de suppléments, pour que les États-Unis fassent la politique de Défense et que les pays européens fournissent les contingents de tirailleurs qui iraient à la boucherie s'il le faut » .

Se laisser occuper par des forces armées étrangères en temps de paix n'est pas excusable

Le Brexit serait donc une épine dans le pied des États-Unis, qui cherchent à l'heure actuelle à renforcer l'OTAN en Europe, dans un processus que l'amiral voit affecter la France :

« C'est tout à fait possible que la France accueille bientôt de nouveau des bases de l'OTAN sur son territoire. C'est possible depuis que notre président a commencé à engager des conversations avec l'OTAN pour qu'on revienne sur ce qui avait été fait du temps du Général de Gaulle en 1966, lorsque la France a fait sortir de son territoire tous les contingents étrangers qui n'avaient rien à y faire. »

Avoir des accords avec des États étrangers est absolument concevable, mais se laisser occuper par des forces armées étrangères en temps de paix n'est pas excusable. C'est un travail qui a été commencé avec Jacques Chirac, qui a été poursuivi sous Nicolas Sarkozy et qui est en train d'être achevé par François Hollande. Une nouvelle fois, les élites se moquent de l'intérêt supérieur de la patrie et du vote de leurs citoyens.

Le peuple, on ne lui demande pas son avis. On ne lui a demandé son avis ni lorsque le service national a été supprimé, ni lorsqu'il a refusé la constitution européenne. Il n'y a rien de nouveau. Dès la création de la Communauté européenne de Défense (CED), qui est un projet des européens d'alors et des Américains de toujours, le projet était de réarmer l'Allemagne et d'utiliser les nations composées de pays membres de l'UE pour les mettre au service d'une politique de défense étrangère, celle de l'impérialisme américain ».

France de 2016, France de 1946 : même combat ?

L'amiral Debray a pu appeler à la constitution d'un nouveau CNR, ou Comité National de la Résistance, organe qui coordonnait la résistance française pendant la Seconde Guerre mondiale. Car, selon lui :

« Aujourd'hui la France n'est plus menacée par les divisions blindées de Hitler, mais par la volonté d'hégémonie des États-Unis. »

Lorsque vous voyez que l'Union européenne – qui était une union économique, et qui est aujourd'hui une union sans adjectif qualificatif – condamne la France parce qu'il n'y pas de syndicat dans l'armée française... Qui commande quoi, en France ?

Un pays doit avoir la volonté de se doter de ses propres moyens de défense, voilà ma conviction ».

Alors que le Premier ministre Manuel Valls a déclaré l'état d'urgence, que le plan vigipirate est à son niveau maximum et que la présence de soldats se fait plus que jamais sentir, les propos de l'amiral pourraient surprendre. Il est pourtant catégorique.

« Il n'y a pas de militarisation en France depuis qu'on a supprimé le service national. Cela ne me concerne plus mais je le regrette profondément. »

Le service national est pour moi un service que la France rendait à ses enfants. [...] La république manque aujourd'hui de moyens militaires ».

Garder le contrôle de la capacité nucléaire, impératif de l'armée française

Mais, au-delà du service militaire, il y a, pour lui, un autre élément primordial à préserver afin que l'État protège la souveraineté nationale : le feu nucléaire.

« L'armée française se porte très mal en grande partie depuis qu'on a supprimé le service national et du fait des diminutions des ressources qu'elle subit. Les États-Unis et le Royaume-Uni, il faut le dire, ont une obsession de contourner la volonté française de disposer de sa propre dissuasion nucléaire. C'est pour eux un objectif perpétuel : empêcher la France de se remettre au niveau où elle était parvenue à se mettre avec sa force de dissuasion nucléaire. »

Il ne faut pas rêver à la disparition des forces de dissuasion nucléaire. Ni les Russes, ni les Américains, ni Israël, ni l'Inde ou le Pakistan ne se sépareront de leurs armes nucléaires. L'intérêt de [cette] arme est justement de ne pas être employée. Elle agit par la menace de son emploi, en arme justement dissuasive.

Il faut donc qu'elle existe, qu'elle soit en bon état et que nous la maîtrisions complètement. La force nucléaire française existe toujours et elle est en bon état [...] La défense doit être nationale et une défense nationale ne se traduit pas par une armée commune avec d'autres pays. La France doit son statut de membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU à sa capacité nucléaire. Il faut que nos dirigeants en soient conscients.

La France doit pouvoir disposer de ses propres forces armées comme elle le souhaite et refuser de se faire inféoder par quelque organisme supranational que ce soit ».

Les conflits par nations interposées

Garder le contrôle est d'autant plus essentiel, pour lui, que le monde de la guerre évolue et que la France semble se faire entraîner vers des terrains bien éloignés de ses propres intérêts.

Qu'il s'agisse de privatisation...

« Le monde évolue, demain il ne sera plus celui qu'il était hier. Les conflits qui se présentent ne ressemblent pas à ceux que nous commémorons cent ans après Verdun, mais certaines caractéristiques me gênent énormément. »

Les sociétés militaires privées ? C'est un oxymore. Un état ne doit pas s'adresser à des gens qui veulent gagner de l'argent en vendant de la sécurité. Le rôle de l'État c'est de défendre son peuple et on défend son peuple avec une armée qui dépend de l'État et non pas avec des sociétés privées. [...] En France on sous-traite, privatise et externalise dans tous les domaines. Les militaires vont bientôt être formés par des civils ».

... de concurrence d'autres États...

« Le Japon est en train de manœuvrer pour avoir une armée alors qu'ils ne sont pas censés en avoir. L'Allemagne, sans rien dire commence à agir à l'extérieur de ses frontières, alors qu'il est écrit noir sur blanc qu'elle ne doit pas le faire ».

... ou de problématique stratégique, la France étant amenée à faire le travail pour d'autres nations :

« On agit par États interposés [...] La France est allée bombarder la Libye avec une énorme violence sur ordre des américains – et au mépris d'ailleurs des décisions prises au conseil de sécurité. L'armée française »

a fort bien rempli sa mission et l'a remplie pratiquement sans pertes, ce qui est totalement à son honneur. Mais on peut se demander quel intérêt avait la république française à entreprendre cette action. Pour le compte de qui avons nous agi ?

La France est allée bombarder la Libye avec une énorme violence sur ordre des américains et au mépris des décisions prises au conseil de sécurité.

Contrairement à la Libye, dans le cœur de l'Afrique, la France a des raisons d'intervenir pour le bien des populations avec lesquelles nous avons des accords depuis de nombreuses années, au Mali, en Centrafrique, au Congo-Brazzaville [République du Congo]...

C'est là que les populations ont besoin de notre appui. Nous ne pouvons refuser de leur apporter notre soutien militaire sous prétexte que les États-Unis dans des guerres qui ne nous concernent pas. C'est une question de souveraineté nationale et celle-ci ne passe que par une armée qui obéit uniquement à la volonté des responsables nationaux ».